

Intervention du Chancelier Jorge Arreaza à la 39e Session du Conseil des Droits de l'homme

Mardi, 11 septembre 2018

Bonjour.

Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour cette occasion de prendre la parole devant le Conseil.

Un pays avec un beau projet: rêve démocratique, socialiste. Un pays soumis à une agression économique. Un pays où leur économie a été «coulée», comme l'ont exprimé les porte-parole du gouvernement des États-Unis; un pays qui a été conduit à la déstabilisation interne; un pays qui a beaucoup souffert.

Nous ne voulons pas dire le Venezuela; nous nous référons au Chili. Quarante-cinq ans auparavant, un jour comme aujourd'hui, un coup d'Etat fasciste terrible, soutenu par l'Agence Centrale de renseignement des États-Unis, a supprimé un beau rêve démocratique, un rêve populaire.

Dix-sept années de dictature, dix-sept ans de souffrance, de torture: des milliers de disparus; des milliers de familles en souffrance sont le résultat de cette intervention démontrée par les documents déclassifiés des Départements d'État et de Défense des États-Unis.

Quarante-cinq ans ... Notre Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies a été l'une des nombreuses victimes de cette tragédie sociale et politique dans notre pays frère le Chili.

Et pourtant, quarante-cinq ans après, continuent de se produire ces phénomènes dirigés et conduits par le pouvoir aux États-Unis, pour contrecarrer les rêves des peuples de Notre Amérique, pour continuer à considérer Notre Amérique comme la "Cour arrière" qu'elle n'a jamais été et ne le sera non plus - et les peuples continuent à résister.

Notre génération, j'ai quarante-cinq ans, elle a précisément, grandi sous la frayeur de l'échec à mener à bien un projet démocratique populaire, parce que nous courrions le sort du Chili en 1973. Et pourtant, nos peuples ont insisté et insisteront sur leur liberté, leur indépendance et sur l'égalité comme principe fondamental.

Nous dénonçons une fois encore ici, le siège contre le Venezuela, le blocus économique et financier contre notre pays, les mesures coercitives unilatérales prises par le gouvernement des États-Unis, par l'Union européenne, qui essaient de "faire couler" notre économie, comme ils l'ont fait avec le Chili dans les années 71, 72, 73.

Ils ont même rendu difficile pour le Venezuela puisse recevoir, importer, se procurer ce qui est fondamental et de base pour la production, pour la nourriture de notre peuple, pour la santé de notre population.

Juste pour vous donner un exemple ici, l'institution Crédit Suisse, dont le siège est en Suisse. Nos titres ont souffert pour les sanctions des États-Unis une perte réelle de leur valeur de 265 millions de dollars depuis 2007 à 2018 (nous parlons de dollars).

Selon l'OPS, le Venezuela a besoin de 120 millions de dollars pour garantir des vaccins pour toute la population. Les Médicaments rétroviraux, les fournitures pour les banques de sang, les médicaments antipaludiques, les médicaments antituberculeux, les médicaments oncologiques, les médicaments contre la leishmaniose: 120 millions. Et seulement dans une institution, ici en Suisse, plus de 265 millions de pertes pour le Venezuela.

Mais un peu plus loin, à Bruxelles, mille six cent millions de dollars Vénézuéliens également bloqués par une entreprise intermédiaire financière, dont le nom est Euroclear. C'est l'argent du peuple vénézuélien qui est bloqué pour générer les situations internes.

Le 4 août, notre pays a également connu une tragédie inconnue qui heureusement, n'a pas prospéré. La tentative d'assassinat, pas seulement du Président Nicolás Maduro, mais aussi de tout le Haut Commandement Politique et Militaire, les Pouvoirs Publics qui étaient dans un acte militaire dans le centre de la capitale du Venezuela

Où était organisé cet assassinat frustré? À Miami, aux États-Unis. Et ceux qui y ont participé ont été formés. Ils ont déjà avoué, il y a déjà assez de preuves, en Colombie.

Ainsi, nous devons dénoncer une nouvelle fois le harcèlement qui se fait à notre pays. Ils ont forcé des campagnes médiatiques, des campagnes politiques et les problèmes économiques ont engendré des migrations induites, des migrations forcées et alors ils utilisent cette migration pour endommager l'image du Venezuela.

La xénophobie contre les Vénézuéliens qui ont migré vers certains pays de Notre Amériques et qu'aujourd'hui nous le dire ainsi, si tant qu'ils ont demandé le canal humanitaire, nous avons dû ouvrir un canal humanitaire pour aider, pour faciliter le retour de milliers de Vénézuéliens du Pérou, d'Argentine, du Chili, du Brésil.

L'Etat vénézuélien, dans un programme que le Président Nicolas Maduro a appelé Retour à la Patrie. Il demeure garantissant le retour des milliers Vénézuéliens dans leur pays parce qu'ils ont été soumis à l'exploitation du travail, l'exploitation sexuelle, la traite des personnes, toutes sortes de souffrances dans certains pays où ils sont allés.

Nous dirions que nous rejetons les rapports du sortant, l'ancien Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, M. Zeid Ra'ad Al Hussein, toujours partiale, toujours contre le Venezuela, en supposant toujours une position politique personnelle, et nous avons pleine confiance que le nouveau Haut Commissaire aux

Droits de l'Homme, respectant toujours son mandat et son indépendance, il aura la volonté - comme l'exprime le Gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela pour commencer une nouvelle étape de coopération, pour fournir toutes les informations nécessaires à temps pertinent et réel - et pour collaborer pleinement avec le Système universel des droits de l'homme.

Comptez le Conseil des droits de l'homme, comptez le Haut Commissaire, avec toute la collaboration du Gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela et du Président Nicolás Maduro.

Nous tournons la page sur les quatre dernières années; le vécu avec le Haut Commissaire sortant.

Hier, nous avons eu l'occasion de partager des réflexions sur l'expert indépendant Alfred de Zayas, qui a visité le Venezuela en Novembre et Décembre l'année dernière, qui a mis l'accent sur la réalité: le blocus, les sanctions et le siège contre le Venezuela.

J'ai ici un élément de violation des droits de l'homme, comme l'a vécu Cuba depuis des décennies: violation flagrante des droits de l'homme, et le Conseil doit prendre position sur la question, et à rejeter, de manière absolue, les mesures coercitives unilatérales contre tout pays au monde, qui a l'intention de tordre leur volonté à se conformer aux diktats des grandes puissances. Notre pays dispose d'un système de protection sociale complète qui a non seulement permis de surmonter les difficultés économiques, mais aussi de se renforcer pendant ces années de guerre économique.

Au Venezuela, la santé est gratuite pour tous, malgré les difficultés. Les médecins formés pendant la Révolution, sont toujours au côté du peuple vénézuélien. L'éducation est gratuite pour tous, du préscolaire à l'université.

Le logement. : Nous avons livré plus de 2 millions de logements au cours des quatre dernières années.

Plus d'un tiers: 10 millions, près de 11 millions de Vénézuéliens étudient actuellement au Venezuela. 75% du revenu national des 20 dernières années ont été affectés à l'investissement social. Le chômage au Venezuela est inférieur à 6%. L'alimentation. En dépit des perturbations de la crise, nous avons garanti, grâce à un programme appelé Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production (Les CLAP), que nous avons réussi à garantir la nourriture pour plus de 6 millions de ménages au Venezuela, dans les délais. C'est un grand effort que nous faisons.

Et enfin, je voudrais aussi partager que le président Nicolas Maduro, en dépit des sanctions, malgré la guerre, malgré les menaces à sa vie, bien qu'il soit dévoilé dans la presse internationale qu'il y avait des réunions des hauts fonctionnaires du gouvernement des États-Unis avec des militaires vénézuélienne pour déclencher un coup d'État au Venezuela - on parle d'il y a deux jours, il y a trois jours, dans le New York Times, dans le Washington Post, sur l'ABC de l'Espagne-; malgré la tentative

d'assassinat contre le Président Maduro; malgré le blocus contre le Venezuela, il a lancé un Plan de Relance Economique, de croissance, de prospérité, qui a rompu les paradigmes de l'économie traditionnelle, dans l'ancrage de l'économie vénézuélienne aux anciennes institutions du système financier international, et nous voyons avec espoir l'avenir économique du Venezuela.

Nous voyons avec espoir l'avenir démocratique du Venezuela, qui s'approfondit de jour en jour, à partir des efforts d'un peuple en Révolution. Et nous savons que nous réussirons à surmonter, et qu'ils ne se reproduiront pas dans Notre Amérique, les phénomènes comme ce qui est arrivé il y a quarante-cinq ans, ce jour-là, dans ce coup terrible et violent, ce bombardement dans la maison de La Monnaie, la mort du Camarade-Président Allende, la mort d'un rêve, la mort d'une espérance au Chili.

Nous vaincrons!

Merci beaucoup.